

Anthropologie et Sociétés



La colonisation agricole et le développement du capitalisme en Abitibi de 1912 à 1950.

Simon Tremblay

Volume 6, numéro 1, 1982

Idéologies et politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006070ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006070ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tremblay, S. (1982). La colonisation agricole et le développement du capitalisme en Abitibi de 1912 à 1950. *Anthropologie et Sociétés*, 6(1), 229–253.
<https://doi.org/10.7202/006070ar>

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA COLONISATION AGRICOLE ET LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN ABITIBI DE 1912 À 1950



Simon Tremblay
Département d'anthropologie
Université Laval

L'étude des mouvements de colonisation commença alors que ceux-ci connaissaient un certain ralentissement. Les travaux maintenant classiques de Blanchard (1949 entre autres), Biays (1960) et Minville (1943) sont de remarquables exemples de ces recherches. Cependant, ce n'est que dernièrement que des chercheurs comme Verdon (1973) Séguin (1977) Morissonneau (1978 a, b), et d'autres ont remis à l'ordre du jour l'analyse de ces phénomènes. Un résumé analytique de ces diverses contributions a été réalisé par Normand Séguin dans un ouvrage édité sous sa direction en 1980. Ce renouveau d'intérêt a un double point de départ : la possibilité de relecture de l'histoire québécoise à l'aide de sources d'informations inédites — principalement archivistiques — et l'utilisation d'éléments théoriques nouveaux qui suggèrent la réintégration dans la dynamique sociale de l'ensemble des contradictions de la société capitaliste en expansion.

Cependant, l'Abitibi, importante région de colonisation, habitée par les « blancs »¹ seulement depuis 1912, demeure un parent pauvre de cette littérature. L'Abitibi-Témiscamingue reste un domaine d'étude périphérique pour l'ensemble des chercheurs québécois non-originaux de la région.

¹ Trudelle (1937) consacre quelques paragraphes de son livre à nommer quelques groupes indiens et à les situer géographiquement. On retrouve les mêmes préoccupations dans le *Bulletin de la société historique abitibienne* (s.d.). En somme, même s'il existe plusieurs bandes algonquiennes qui vivent de chasse, pêche et trappe, elles sont à toutes fins pratiques ignorées comme occupants du territoire, et oubliées quant à leur participation à l'histoire régionale. Ce n'est que très récemment, sous la commandite du Bureau de Recherche de l'Alliance-Laurentienne des Métis et Indiens Sans-Statut du Québec Inc. que s'organisent les premières études systématiques sur l'histoire des Amérindiens dans le Nord-Ouest québécois (Couture 1979).

N. Lafleur (1976) est une des exceptions à cette règle. Une documentation pourtant volumineuse est à la disposition des chercheurs. De plus, d'excellents travaux ont été écrits par des gens du milieu, qu'il suffise de rappeler les contributions de B. Beaudry-Gourd, de N. Paquin (1979), les publications des *Cahiers du Département d'Histoire et de Géographie* du Collège du Nord-Ouest, etc. Ces efforts n'ont pas, semble-t-il, éveillé une attention soutenue de la part des spécialistes des sciences humaines et sociales du sud du Québec. Le sujet n'est pourtant pas dépourvu d'intérêt étant donné l'actualité des problèmes que soulèvent tous les questionnements relatifs au développement régional.

L'Abitibi n'est intégrée juridiquement au Québec que depuis la toute fin du XIXe siècle. Le peuplement n'y débute que tardivement, par rapport au Québec dit « de base », soit au début de la deuxième décennie du XXe siècle. L'éloignement et l'isolement sont deux caractéristiques qui ont marqué l'évolution de ce coin de pays (Blanchard 1949: 143).

▣ L'Abitibi et la colonisation au début du siècle

L'Abitibi, avant la construction du chemin de fer (1910-1914), apparaît comme un vaste territoire inexploité et presque inhabité, mais riche de possibilités. Trois particularités retiennent l'attention si l'on y étudie les premières phases du « peuplement blanc » (1910-1930) : le rôle initial de l'activité forestière, les premières réalisations minières et les progrès relativement lents de l'activité agricole.

◆ Le rôle déterminant de l'activité forestière

Il est difficile de dissocier nettement l'activité forestière et la colonisation. En effet, sur des terres neuves, l'agriculture n'est possible qu'après des travaux de défrichement considérables. L'étendue et la valeur du domaine forestier entraîne un prompt essor de l'industrie du sciage. Le capital nécessaire n'est pas important et plusieurs Québécois deviennent propriétaires de moulins à scie (Louis 1945; Gouvernement du Québec 1951; Trudelle 1937: 137). Le bassin forestier du Lac Abitibi est par ailleurs exploité par l'Abitibi Pulp and Paper (pâtes et papier), particulièrement de 1915 à 1930-35.

Le bois constitue, dès cette époque (1912-1925), le premier sinon le seul produit exporté de l'Abitibi (Trudelle 1937: 185). Les quantités commercialisées sur le marché régional ou national, sont difficiles à évaluer. On sait toutefois que pendant l'hiver 1918, on a produit en Abitibi « plus de vingt millions de pieds de bois en planche, cent cinquante mille cordes de bois de pulpe, cent cinquante mille dormants de chemins de fer, etc. »,

(*ibid*: 125) et que pour l'année 1918, « on comptait une cinquantaine de moulins à scie (...) et d'autres étaient en construction » (*ibid*: 139).

La population abitibienne est chiffrée par l'abbé I. Caron (cité par Trudelle 1937: 129-134) à 8 788 habitants en 1918 et à 9 401 en 1919. On peut donc supposer que les activités de coupe et de sciage absorbent une quantité appréciable de cette main-d'œuvre si peu nombreuse.

En somme, l'exploitation forestière contribue vigoureusement à l'économie régionale. Il est certain, de plus, qu'une partie significative de la force de travail nécessaire aux entreprises forestières est représentée par des tenanciers de lots de colonisation. Les colons sont à l'œuvre tantôt dans les chantiers des multiples compagnies forestières, tantôt sur les lots dont ils sont les « locataires » (Trudelle 1937; Biays 1964; Blanchard 1949, 1964).

◆ L'industrie minière dans l'Abitibi des années 1910-1930

Une littérature assez abondante retrace les origines du développement minier de l'Abitibi-Témiscamingue. La relative soudaineté et l'importance des découvertes ont fait miroiter à beaucoup de contemporains l'espoir d'un nouveau Klondike (voir entre autres Benoit 1938).

Les rapports de M.K. Wilson (1906) et T.L. Walker (1909) attirent l'attention du monde minier sur les richesses du sous-sol abitibien. Malgré d'intenses travaux de prospection, seulement trois mines entrent en production de 1910 à 1930 (Beaudry-Gourd 1977: 53-54). La première ne débute véritablement ses opérations qu'en 1927, il s'agit de la célèbre mine « Noranda ». Ce n'est toutefois qu'au cours de la décennie suivante que se produit le véritable « boum » minier de l'Abitibi.

L'établissement des voies de communication progresse rapidement. En 1926-27, Rouyn est relié au « transcontinental » par le nord et au réseau ferrovière ontarien, propriété du gouvernement de cette province, du côté de l'ouest. La route Macamic-Rouyn est carrossable à la même époque. Jusqu'en 1927, le gouvernement provincial a déboursé 3 300 000 \$ pour les chemins et les écoles, 250 000 \$ pour les « routes de mines » dans la région de Rouyn, 250 000 \$ pour l'embranchement du chemin de fer de Rouyn, alors qu'il ne dépense que 125 000 \$ pour l'agriculture et l'industrie laitière de la région (Trudelle 1937: 53).

L'histoire de l'Abitibi minier est liée aux investissements des capitalistes américains et plus particulièrement ontariens (Beaudry-Gourd 1976: 49). Le groupe torontois Noranda érige, dès cette époque, un véritable monopole du cuivre. La compagnie sera au centre du rapport de forces qui opposa, dans les décennies 30-40, les militants syndicaux progressistes aux propriétaires des installations minières et à leurs alliés conjoncturels, la petite bour-

geoisie et le clergé. Les organisations ouvrières ne s'implantent guère dans les mines avant 1932-33, et leur existence demeure précaire longtemps après cette date.

La force de travail se compose alors en grande partie de travailleurs immigrants (Beaudry-Gourd 1977: 94), récemment congédiés à la suite du parachèvement des grands travaux ferroviaires. Il y a peu de Canadiens-français employés dans les mines avant 1934-35. Ceux-ci semblent, avant cette date, plus centrés sur les industries forestières et peut-être, sur l'agriculture de colonisation.

L'industrie minière n'en n'est donc qu'à ses débuts dans la région et le restera jusqu'à la fin des années 20. Cependant, les bases de l'empire Noranda sont déjà solidement établies : monopole du cuivre, faveurs de l'État (routes et chemin de fer), et quasi-dictature de la compagnie sur la classe ouvrière.

◆ La colonisation agricole : une activité économique d'importance secondaire

Certains indices témoignent de l'importance de l'activité agricole de 1912 à 1930 : la mobilisation de candidats-colons, les progrès de l'activité agricole proprement dite et la prépondérance de l'exploitation forestière.

Le recrutement se fit principalement à l'aide d'une campagne publicitaire gouvernementale vigoureuse, convaincante et bien orchestrée (Beaudry-Gourd 1973), combinée à l'action systématique de l'infatigable propagandiste de la colonisation, l'abbé I. Caron². Malgré cela, de nombreux candidats-colons hésitent à se fixer immédiatement en Abitibi et même « ... plusieurs s'en retournèrent dans leurs foyers dès que leur lot fut choisi » (Trudelle 1937: 72). Le commencement de la première guerre provoque même, momentanément, un arrêt des arrivées (Trudelle 1937: 100). Mais cela ne fut que passager, puisque la population crût rapidement par la suite (cf. Tableau 1). Néanmoins, dès le début des années vingt, alors que le flot de ruraux provenant de l'ensemble des régions du Québec semble se tarir, on parle de consolidation des paroisses (cf. entre autres, Blanchard 1949: 60-70; Biays 1964: 258-259 et 292).

Les aspects spécifiquement agricoles du mouvement de colonisation restent difficiles à évaluer. Les données concrètes sont rares, elles ne concernent généralement que les superficies défrichées et mises en culture. Pierre Trudelle (1937: 93) signale, par exemple, « une centaine d'acres défrichés

² Sur le rôle de l'abbé Caron, voir Trudelle, (1937); Blanchard (1949); Biays (1964); Programme souvenir du 25e anniversaire d'Amos (1938).

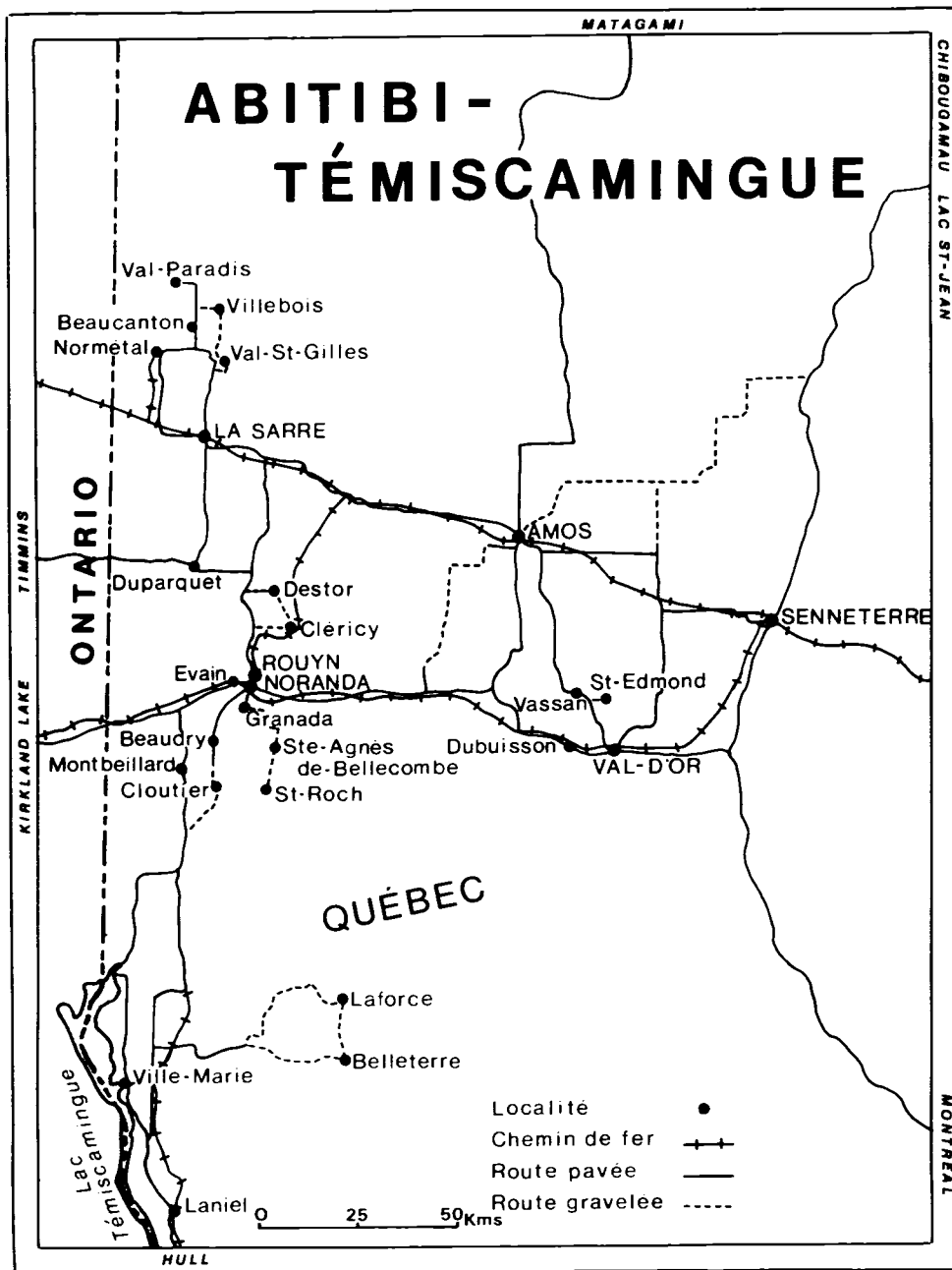


TABLEAU 1
Population de l'Abitibi-Témiscamingue

	<i>Abitibi</i>	<i>Témiscamingue</i>
1913	329	n.d.
1914	451	n.d.
1915	1 237	n.d.
1916	1 847	n.d.
1917	4 067	n.d.
1918	8 788	n.d.
1919	9 401	n.d.
1920	12 000	n.d.
1921	14 807	11 764
1931	23 693	20 609
1941	67 415	40 412
1951	86 356	55 102

Source : D'après Trudelle 1937: 130-143, pour 1913 à 1920 inclus; Province de Québec, Annuaire statistique du Québec 1941: 63 pour 1921, 31 et 41; Bureau fédéral de la statistique, Recensement 1951, agriculture partie 1, Québec, tabl. 15, pour 1951.

dans l'Abitibi » à la fin de l'année 1913; en 1914, sur 68 134 acres de terres sous billet de location, 1 152.5 sont en culture (cité par *ibid*: 105); enfin, en 1920, d'après un discours de l'honorable Ministre J.E. Perreault (cité par *ibid*: 143) : « ... 50 000 acres de terre sont en abatis, en défrichement ou en culture ». L'Abitibi compte en 1928, 58 387 acres de terre essouchées et labourées, 20 014 semées à travers souches, et 894 972 acres de terrain concédé, qui ne sont pas cultivées (Québec prov. 1930: 5). On dénombre aussi, comme capital principal, 3329 chevaux et 4505 vaches laitières (*idem*). Le foin demeure la production agricole prédominante, pour ne pas dire exclusive (*idem*). Les localités de la Reine, Dupuy, La Sarre, Macamic, Amos et Senneterre sont les plus gros centres de colonisation (Québec prov., 1930). Ces informations globales rendent difficilement compte de la situation concrète. Elles confirment cependant indubitablement le rôle subsidiaire de l'agriculture dans l'économie abitibienne de la fin des années 20.

L'industrie forestière est manifestement la clé de voûte de toute l'économie régionale d'avant crise. L'industrie minière n'en est qu'à ses premières réalisations. Celles-ci préfigurent toutefois l'importance accrue que prendra ce secteur au cours de la décade suivante.

Les colons tirent durant ces années le plus clair de leurs revenus des travaux de voirie, du bois coupé sur les lots, ou encore en travaillant dans les chantiers qui n'ont pas tardé à apparaître. Ainsi se trouve constitué le vieil Abitibi.

Beaudry-Gourd 1975: 22

Les richesses de la région sont accessibles depuis la construction du chemin de fer transcontinental et de ses ramifications. Le problème de la main-d'œuvre ne se pose pas pour l'industrie forestière, grâce aux efforts de peuplement engagés surtout par l'État et le clergé³. D'origine rurale pour la plupart⁴, les colons sont attachés à la petite propriété et connaissent très peu les principes des organisations de masse. Tenanciers d'un lot sous billet de location qui les lie à la région et employés occasionnels aux importants travaux de voirie, ils constituent la réserve de main-d'œuvre adéquate – en nombre et en qualité – essentielle au bon fonctionnement des entreprises forestières. Le prolétariat minier est, quant à lui, centralisé dans la région de Rouyn-Noranda et fortement cosmopolite. Il entretient des liens très lâches avec la communauté francophone régionale, peu représentée dans les mines de l'époque. La présence d'un important contingent de travailleurs migrants disponibles suffit à la Noranda pour s'assurer non seulement la main-d'œuvre nécessaire mais aussi le contrôle des conditions d'utilisation et d'échange de cette dernière.

Les débuts du mouvement de colonisation de l'Abitibi mettent en évidence le rôle prépondérant de l'industrie forestière. La complémentarité, si souvent constatée, entre le procès de travail agricole et l'activité forestière est une fois de plus confirmée. La reproduction intégrale de la force de travail engagée dans l'industrie forestière, n'est assurée que par la multiplication des procès de travail réalisés par une force de travail individuelle. L'activité agricole et les primes qu'elle confère (dès 1923), ainsi que les indispensables travaux de voirie exécutés en pays de colonisation, garantissent aux colons le revenu d'appoint essentiel à la subsistance du producteur et de ses dépendants. Ce faisant, on facilite l'établissement d'un prix de vente de la force de travail favorable aux opérations forestières des compagnies.

Le peuplement de l'Abitibi, rapide à l'origine, se stabilise progressivement. Cette stagnation relative du processus de colonisation agricole, du milieu des années vingt jusqu'au début des années 30, sera bouleversée par la Grande Dépression de cette décennie.

³ Cf. les campagnes publicitaires gouvernementales et le rôle actif du clergé en faveur de la colonisation de l'Abitibi.

⁴ Cf. les notes de l'abbé I. Caron sur ses campagnes de recrutement. Voir, entre autres, Trudelle (1937) et Blanchard (1949).

▣ La colonisation depuis la crise économique

La crise de 29 se manifeste avec dureté dans tout le monde capitaliste, chute des investissements, baisse draconienne de la production manufacturière, faillites nombreuses et conséquemment, taux de chômage en hausse vertigineuse. Tous les secteurs de l'économie sont affectés. La crise dégénère rapidement en une très grave dépression. C'est l'enlèvement pour presque une décennie. La guerre met définitivement un terme à cette conjoncture difficile.

Le Canada, comme le Québec, est associé à cette conjoncture internationale. Notons qu'au Québec, dès 1933, le taux de chômage côtoie le 30 % et qu'aucun indice de reprise n'est alors perceptible. La situation de la classe ouvrière canadienne est déjà fort sombre. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler qu' :

En 1930, 60 % des travailleurs masculins et 82 % des travailleurs féminins gagnaient moins de \$ 1,000 alors qu'une nouvelle enquête du ministère fédéral du travail évaluait entre 800 et \$1,000 le revenu actuel nécessaire pour couvrir les seuls frais de logement et de nourriture d'une famille.

Larivière 1977: 126

Les salaires ouvriers se détériorent encore davantage par la suite. En effet, selon le Bureau fédéral de la statistique, in *Report of Manufactures 1933*, le salaire moyen dans l'industrie manufacturière nationale passe de 1 045\$ en 1929 à 785\$ en 1933 (voir aussi CSN-CEQ 1979: 86). La crise affecte donc sévèrement non seulement la fraction de la classe ouvrière effectivement démobilisée, mais aussi les travailleurs encore assignés à la production. Il est clair cependant que ce sont les chômeurs qui sont les plus durement atteints. Les organismes philanthropiques, traditionnellement chargés de veiller à l'atténuation des inéquités sociales les plus criantes, sont débordés. Les refuges et les soupes populaires, offerts aux plus déshérités, sont encombrés (Thibault: 1969). Ces circonstances constituent la toile de fond de la montée du mécontentement populaire au Québec. Des grèves importantes et parfois violentes éclatent : « la grève des chômeurs » au printemps et à l'été 1935 (se rappeler l'émeute de Regina les 1er et 2 juillet 1935), la grève des bûcherons du Nord-Est ontarien et du Nord-Ouest québécois fin 1933, celle des mineurs de la Ligue d'unité ouvrière (LUO) à Rouyn en 1934 et le célèbre conflit des mininettes en août 1934 à Montréal, aussi organisé par la LUO d'obédience communiste. La classe dominante n'est cependant pas inactive ou désarmée. Elle réagit en institutionnalisant les camps de travail — dits de concentration — et par l'entremise de campagne et de discours fascistes. Il faut rappeler à ce sujet le colloque sur le communisme du Cardinal Villeneuve (sept. 1934) où sont présentes les principales personnalités politiques de l'époque, dont C. Houde, maire de Montréal, bien connu pour ses sympathies fascistes (*Journal La Presse* 17, 21, 22 nov. 1934: 39, 14, 28). Il y eut aussi la semaine contre le communisme du révérend père Archange (mars 1934), la campagne électorale de R.B.

Bennet premier ministre du Canada qui se présente alors comme « le protecteur de la patrie canadienne contre le communisme » (Journal *La Presse* 10, 12, 27 sept.; 8, 12 oct. 1935: 15, 1, 17, 19, 3) enfin, la fameuse loi du Cadenas (1937) qui interdit au Québec toute propagande et activités dites communistes. Ces moyens sont cependant insuffisants. Il faut consolider la « paix sociale » tout en favorisant la relance économique. Le prolongement de la dépression implique donc la mise en place de mesures palliatives efficaces, visant à obvier aux conséquences de la crise. Les travaux publics, les secours directs et surtout la colonisation agricole forment l'ossature de ce projet politique. En effet, comme le dit l'honorable ministre Laferté :

C'est dans les villes que les idées subversives trouvent un milieu favorable à leur incubation. Chez-nous, [à la campagne], nos problèmes sociaux reçoivent une solution matérielle dans la fidélité au sol. Dans nos campagnes, on prenait soin des pauvres et des vieillards, on ne souffre pas de la faim, on ne prête pas l'oreille aux doctrines révolutionnaires, on pratique encore les vertus qui expliquent notre survie. La colonisation en accentuant notre caractère rural nous sauverait des malaises qui étreignent les sociétés urbanisées à l'excès.

Le Devoir, 18 avril 1933: 1

L'Abitibi-Témiscamingue est durement touché par la crise. Là comme ailleurs, les industries en subissent les contrecoups. La région est néanmoins le principal bénéficiaire des plans de colonisation.

♦ La situation en Abitibi-Témiscamingue de 1929-1932, les plans de colonisation

L'industrie abitibienne ne tarde pas à éprouver de sérieuses difficultés. L'activité n'est cependant pas totalement perturbée, notamment aux mines. En effet, en 1932 le bureau des mines de la Province de Québec évalue à près de 3 000 (Perreault 1934: 62), le nombre d'hommes engagés dans les activités minières du Nord-Ouest québécois. La Noranda est la principale sinon la seule entreprise en opération durant les années 29-31 (Beaudry-Gourd 1977: 58, 75). Mais, très rapidement, soit dès 1933, le même bureau compte 6 mines (d'or) supplémentaires en production (Perreault 1934: 62). Un redressement significatif semble donc s'opérer dans l'industrie minière. Ainsi, comme le dit Perreault (p. 62)

Les dividendes distribuées en 1932 par les mines de l'ouest du Québec se sont élevées à \$ 3,300,000. La valeur marchande de la production de ces mines était de \$ 13,800,000. (ma traduction).

Les vicissitudes de l'exploitation forestière durant cette période expriment l'étroite symbiose qui existe entre cette activité et la colonisation agricole. Les problèmes majeurs qu'elle rencontre se répercutent inévitablement sur les colons :

La crise américaine de 1929, rapidement propagée au Canada, ne tarde pas à affecter rudement les industries qui utilisent le bois. Celui-ci ne se vend plus : coup très dur pour les nouveaux colons qui trouvent dans le bûchage le plus clair de leurs premières ressources. Le mouvement d'immigration en est arrêté net; bien plus un reflux d'émigration se précise pour les éléments les derniers arrivés; M. Trudelle nous apprend que l'Abitibi a perdu 2,000 habitants en deux ans. En effet, le jeu normal de l'accroissement constaté au début de la décade aurait dû fournir pour 1931 un total supérieur à 24,000 têtes, tandis que le recensement fédéral effectué cette même année n'en rapporte que 22,300.

Blanchard 1949: 69

Un mouvement de reflux se dessine en Abitibi, suite à la crise et aux mauvaises performances de l'industrie et en particulier de l'exploitation forestière. Les colons, privés de leur principale source de revenu, commencent à désertir la région. Cette tendance au désistement se réalise au profit des régions d'origine. Celles-ci sont aussi durement affectées par la crise et offrent peu d'opportunité à cette force de travail mouvante (Trudelle 1937: 111). C'est à cette époque qu'apparaissent les projets de colonisation.

Les plans de colonisation sont donc appliqués à la suite de la Grande Dépression des années trente. Ils sont les pendants d'une stratégie de résorption de la crise inspirée des préoccupations immédiates d'une large fraction de la petite bourgeoisie traditionnelle canadienne-française et sanctionnée par les intérêts à court et à moyen terme du grand capital. Ces intérêts se condensent autour de l'idée de la relance économique et des conditions nécessaires pour en garantir le succès. Ces objectifs sont pourtant menacés par la montée progressive du mécontentement populaire, qui fait craindre aux groupes dominants un affrontement dont l'issue pourrait leur être néfaste⁵.

Enfin, la reprise ne saurait être possible si on ne peut profiter d'une main-d'œuvre suffisante et qualifiée, aux conditions qu'exige la situation. Ce mouvement ne s'amorce toutefois pas uniformément. Certains secteurs de l'industrie primaire (mines et forêt) bénéficient rapidement, au Québec, d'un retour à une conjoncture plus propice. L'industrie manufacturière du sud du Québec continue, de son côté, à végéter. Il n'est donc pas contradictoire d'orienter une partie de la force de travail démobilisée vers les centres de pointe de la relance, c'est-à-dire, vers des régions riches en ressources minières et forestières comme l'Abitibi et le Nord du Témiscamingue.

C'est donc effectivement pour faire suite à « des pressions de toutes sortes » que le gouvernement intervient pour favoriser le retour à la terre :

⁵ Sur la conjoncture sociale pendant la Grande Dépression, cf. entre autres Larivière (1977); Fournier (1979); Broadfoot (1978); CSN-CEQ (1979), Journaux, etc.

On se rappelle les circonstances qui ont décidé, vers 1933, 34-35, le gouvernement de la province à légiférer si abondamment sur la colonisation. La crise économique, commencée en 1930 sévissait toujours avec violence; le nombre des chômeurs bien qu'en régression par rapport à 1933, restait toujours élevé et des pressions de toutes sortes ne cessaient de s'exercer sur les autorités politiques pour les induire à favoriser de toutes manières l'établissement sur des terres agricoles.

Minville 1943: 305

Cinq plans de colonisation se succèdent, ou se combinent, pendant la décennie 1930-1940 : 1) le plan Gordon (fédéral) en vigueur de 1932 à 1934; 2) le plan d'établissement des fils de fermiers, mis sur pied en 1933, mais dont les principales clauses seront reconduites dans les plans ultérieurs; 3) le plan Vautrin (provincial) de 1934-35 à 1937, sûrement le plus important des efforts de colonisation de la décade; 4) le plan fédéral-provincial, dit « Rogers-Auger », qui débute en 1936; et 5) un plan provincial d'établissement mais surtout de consolidation, en application dès 1936⁶. Tous accordent divers avantages aux individus désireux de s'établir sur un lot de colonisation. Il s'agit en général de procurer aux colons des facilités de transport, des frais de subsistance pour les premières années, des octrois et des primes diverses relatives à la création et à l'amélioration des conditions de la production agricole. Deux autres plans voient le jour dans le sillage de la fin du deuxième conflit mondial : le plan fédéral-provincial destiné aux anciens combattants, et le plan provincial Bégin en 1946. Ce dernier reprend essentiellement les dispositions des programmes antérieurs, en insistant sur une politique de consolidation (cf. Biays 1964: 270).

L'Abitibi-Témiscamingue se peuple promptement sous l'impulsion des divers plans. Le projet Gordon dirige vers le Nord-Ouest québécois 5,400 personnes de 1932 à 1934-35 (Barrette 1975: 109). Le plan Vautrin attire, quand à lui, 12 305 chefs de famille en Abitibi (*ibid.*: 133)⁷.

Les candidats-colons sont d'abord des chômeurs urbains. En effet, on apprend dans *Le Devoir* du 11-04-33, (cité par *ibid.*: 106) que le plan Gordon : « fait partie du système fédéral de secours aux chômeurs, et vise à décongestionner les villes, à amener les sans travail à la terre ». On pose deux conditions d'élégibilité : premièrement, être chômeur et deuxièmement, être « sous l'assistance publique ou exposé à le devenir à brève échéance » (*ibid.*: 106). Il n'est pas étonnant de constater que l'île de Montréal fournit à elle seule, 3 463 des 5 966 (*ibid.*: 108) « personnes touchées » au Québec⁸. Les villes de Québec, Trois-Rivières et Hull expédient en terre de colonisation respectivement 538, 441 et 414 personnes. Les seuls pères

⁶ Pour une rapide synthèse de ces divers plans, on peut consulter Biays (1964: 269ss); des informations plus détaillées sont disponibles dans, entre autres, Blanchard (1949) et Barrette (1975).

⁷ Les chiffres relatifs au plan Vautrin tiennent compte des abandons constatés du 21 novembre 1934 au 30 juin 1937 (Barrette 1975: 133).

⁸ Notons que la ville de Montréal proprement dite, compte 3 229 bénéficiaires du plan Gordon (Barrette 1976: 108).

de famille sont agréés comme candidats (Barrette 1973: 137). Ils sont de misérables chômeurs, soutiens de famille sans ressource, qui ressemblent bien aux pauvres hères que l'imagerie populaire nous a souvent décrits. L'établissement sur un lot de colonisation ne modifie pas, pour un certain temps du moins, les conditions de vie des nouveaux défricheurs et de leur famille. Les colons font souvent figure de mendiants à cette époque⁹.

Le deuxième plan a peu d'influence en Abitibi. Il cherche, par l'intermédiaire d'une subvention de 300\$ (100\$ par année), à établir les fils de cultivateurs dans le voisinage du père. On rapporte dans *La Presse* du 27-09-34 (p. 19), qu'après un an d'existence, 776 « fils de cultivateurs » ont reçu 100\$ en vertu des dispositions du programme.

Le projet de colonisation agricole du ministre Vautrin fut le plus audacieux jamais réalisé par un gouvernement au Québec. Ses performances en terme de déplacement de population témoignent de son impact. Allant beaucoup plus loin que les précédents, ce programme comprend des clauses améliorant sensiblement les avantages concédés aux aspirants-colons et élargit les bases d'admissibilité. Il est ouvert aux célibataires comme aux hommes mariés, aux ruraux autant qu'aux urbains. Ainsi :

Contrairement au plan Gordon réservé aux pères de famille, le plan Vautrin fait une large place aux jeunes hommes célibataires. En effet, 45% (2 478) des colons groupés¹⁰ ne sont pas mariés.

Barrette 1973: 139

Le recrutement, pour le plan Vautrin, se fait dans 78 comtés du Québec. Les plus forts contingents sont issus de la région montréalaise (9.5%), des comtés de Gaspé-Nord et Gaspé-Sud (7.5%), et de Chicoutimi (6.2%). Dans l'ensemble, les régions rurales contribuent davantage au peuplement du Nord colonisé que les zones urbaines (*ibid.*: 139).

Durant la période d'application des plans le taux d'abandon oscille entre 25 et 30%, le record appartenant aux Montréalais qui quittent les colonies dans une proportion d'au moins 50%, quelques mois seulement après leur arrivée (*ibid.*: 137-138).

Ces informations sont révélatrices de la situation qui prévaut durant la période de crise. La guerre et la relance qui s'en suit accentuent le mouvement de désistement. R. Blanchard dresse, en 1948-49, un bilan contemporain de cette décennie de colonisation :

⁹ Cf. *La Presse*, déc. 1934 et janv. 1935; cf. entre autres, le 10 (p. 11), le 11 (p. 15), le 20 (p. 11) et le 24 déc. (p. 3) ainsi que le 8 janv. (p. 10).

¹⁰ Le groupement des colons est une modalité particulière d'établissement. La presque totalité des colons abitibiens furent des colons groupés.

...il est en effet parti beaucoup de nouveaux colons. M. Couture croit que les deux tiers se sont éclipsés n'en laissant qu'un tiers s'enraciner.

Blanchard 1949: 75

Ces estimations paraissent justes dans certains cas mais nettement conservatrices dans d'autres. Lorsque par exemple, D. Noiseux, publiciste au Ministère de la Colonisation, visite Ste-Anne de Roquemaure en 1943, il n'y retrouve que 20 des 60 pionniers (Noiseux, s.d.: 4). Ce village est pourtant localisé dans le meilleur terroir abitibien. Il est même présenté comme le plus éclatant succès de colonisation de cette époque. Gérard Ouellet, un autre publiciste du Ministère, rencontre « bien peu de pionniers » de la paroisse de Ste-Monique de Rollet lors de son passage en 1958. C'est avec difficulté qu'il en retrace deux dans un rang et un seul, dans un autre (Ouellet 1958: 4).

Les colons furent pour la plupart chômeurs et/ou nécessiteux. Un bon nombre d'entre eux étaient des gens de la ville que la crise avaient contraints à la mendicité publique (cf. plan Gordon surtout). C'est parmi eux que se retrouve le plus haut taux d'abandons. Ils forment une main-d'œuvre non qualifiée et fraîchement démobilisée des industries capitalistes. Les autres sont des ruraux en difficulté et des jeunes célibataires en chômage fuyant possiblement les camps de travail (Chatillon 1976: 81). Ensemble, ils composent l'essentiel d'un contingent de travailleurs disponibles pour les besoins flottants de valorisation du capital. Ils constituent aussi une réserve de force de travail à laquelle on recourra pour faire pression sur la partie de la classe ouvrière encore engagée, particulièrement dans les mines (cf. Grève des « Fros »)¹¹. L'analyse du développement du capitalisme régional pendant la Grande Dépression nous aidera à préciser cette interprétation.

◆ Le développement capitaliste et la colonisation

Les exploitations minières et forestières sont au cœur de la reprise économique dans le Nord-Ouest québécois. C'est cependant l'industrie minière qui réalise les performances les plus spectaculaires. Une décennie suffit à ce secteur pour modifier complètement le tableau économique de la région.

Plusieurs gisements d'or, de faible teneur en minerai, étaient connus depuis longtemps dans la région. En effet, nombre de filons ont été identifiés et piquetés depuis 1910-1915 (Benoît 1938: 62-63). La montée subite des prix de l'or, de 25\$ à 35\$ l'once au milieu des années 30, déclenche une véritable « ruée vers l'or » qui culmine avec le « rush » de Val-d'Or en

¹¹ Grève de mineurs qui eut lieu en 1934 à Rouyn. « Fros » est une déformation du mot « foreigners », utilisé par les Canadiens-français pour désigner les travailleurs étrangers (cf. Boileau, Dumont 1979: 175-176).

1934-35. Les découvertes et surtout les mises en opération de mines se succèdent à un rythme accéléré, une vingtaine dans les années 30. La production atteint des volumes étonnants dès 1937 :

L'usine Lamarque, d'une capacité d'environ 600 tonnes par jour, a traité en douze mois, 230,465 tonnes de minerai et produit 83,054 onces d'or, d'une valeur de \$2,906,060; l'usine de Sigma, d'une capacité quotidienne d'environ 350 tonnes, a traité 125,407 tonnes de minerai dans le même temps et produit 28,624 onces d'or, d'une valeur de \$988,958.

Benoit 1938: 97

Selon le même auteur (chap. 4, 8 à 14) la mine Siscoe près de Val-d'Or déclare pour 1937 l'extraction de 78 682 onces d'or, d'une valeur de 2,578, 133\$. Les gisements « O'Brien » et « Canadian Malartic », dans le secteur Malartic-Cadillac, ont produit respectivement 38 499 (1,347,080\$) et 29 785 (1,042,177\$) onces d'or en 1937. La mine « Beattie », à la périphérie de Duparquet, donne quant à elle 66 092 onces de minerai précieux, d'une valeur marchande de 2,312,559\$. La valeur de la production québécoise du métal jaune grimpe de 37,909\$ en 1924-25 à 24,913,020\$ en 1937.

Comme pour la période antérieure, les investissements demeurent massivement américains et ontariens. La présence de capitaux torontois est très significative, en particulier à cause du groupe Noranda (Beaudry-Gourd 1977: 64-66; Benoit 1938: 146-149). Le développement urbain suit l'expansion de l'industrie minière. Par exemple, les agglomérations de Val-d'Or et Malartic, inhabitées en 1934, comptent respectivement 8 000 et 1 000 habitants en 1937 (Trudelle 1937: 85 et 331). Les voies de communication, largement subventionnées par l'État (Benoit 1938: 19), progressent aussi au rythme du développement minier. Ce qui ne manque pas de surprendre Benoit qui note :

Un phénomène de voirie assez curieux s'est produit en Abitibi du fait de la découverte du précambrien aurifère. Certains chemins que la colonisation réclamait vainement, depuis des années et des années, se sont ouverts comme par magie, en pleine forêt.

1938: 36

L'infrastructure routière s'organise avec rapidité. Mais plus important est le raccordement de Val-d'Or au réseau ferroviaire national, à la fin de 1937 (*ibid.*: chap. 5). Cette voie sera promptement prolongée jusqu'à Rouyn, en passant par Malartic et Cadillac.

L'industrie forestière de son côté, après avoir subi les effets de la crise, amorce un redressement. D'après le journal *La Presse* (01-04-35, p. 22), de mai 34 à août 35, 75 000 hommes travaillent dans les chantiers et coupent 3 millions de cordes de bois, 50% de plus que l'année précédente : « Les chantiers de la province n'ont jamais connu une aussi grande activité qu'en 1934-35 » (*ibid.*: 22).

Les développements prodigieux du capitalisme minier régional et la reprise des activités forestières sont contemporains des plans de colonisation. À l'époque du « Rush de Val-d'Or » et de la consolidation à la Noranda, le plan Gordon est en vigueur et le nouveau ministre de la Colonisation de la Province de Québec annonce un mouvement de retour à la terre d'une ampleur sans précédent (Beaudry-Gourd 1975: 34; Boileau, Dumont 1979: 56).

Coïncidence, nombre de paroisses de colonisation naissent en périphérie immédiate des districts miniers. Ainsi, par exemple, dans la région de Rouyn-Noranda :

Les plans de cette période ont donc créé tout autour de l'agglomération minière de Rouyn-Noranda un cercle de petits centres de colonisation soudant la région minière naissante au Témiscamingue et à l'Abitibi.

Beaudry-Gourd 1975: 28

Ces colonies sont entre autres : Granada, Bellecombe (St-Agnès et St-Roch), Beaudry, Montbeillard, etc. Le canton aurifère Duparquet – mine Beattie – profite aussi d'un important afflux de colons (Trudelle 1937: 270). Le groupe Noranda entreprend, dès 1932, les travaux préparatoires à la mise en valeur d'un gisement de cuivre près de la future municipalité de Normétal. La mine ne sera véritablement opérationnelle que vers la fin de la décennie. Entretemps, le sous-ensemble régional sera peuplé de colons, par l'entremise de la fondation de Val St-Gilles, Beaucanton, Villebois en 1935 et Val-Paradis en 1937.

Le même phénomène se répète dans la région de Val-d'Or-Malartic avec l'ouverture des colonies de Rivière-Héva, Varsan, Lacorne et Dubuisson. Benoit consacre un chapitre de son livre à ce qu'il nomme : les « colonies en plein territoires miniers » (1938: chap. 3). Il conclut ce chapitre par ces mots :

Quelques-unes des colonies nouvelles établies depuis moins de trois ans, à proximité des centres miniers de l'Abitibi, démontrent que industrie minière et colonisation ne s'opposent pas, ne viennent pas nécessairement en conflit... Au vrai, plusieurs colonies nouvelles n'existent aujourd'hui que parce que des chemins de pénétration ont d'abord été ouverts par les entreprises minières.

1938: 39

Il faut finalement rappeler l'expérimentation du plan Vautrin dans le canton Preissac, à l'automne 1934. C'est là qu'eurent lieu les premiers essais d'établissement, comme par hasard sur le chemin et à proximité d'une nouvelle mine de molybdène-bismuth.

Tout cela est une pratique courante d'autant plus qu'elle est favorisée. L'intégration partielle ou momentanée des colons au salariat n'est pas le sujet de l'opprobre général, au contraire :

... rien n'empêche, durant l'hiver, ceux qui le veulent, d'aller dans les chantiers qui se font dans la région avoisinante : du moins ceux qui vont s'établir en Abitibi auront cette facilité; sans compter que dans les régions minières, il arrive que l'on emploie des travailleurs. Et en Abitibi, la région minière couvre tout le pays. (Extrait d'une déclaration du Ministre de la Colonisation M.I. Vautrin, cité par Barrette 1975: 128).

Ce texte illustre :

magnifiquement bien comment même les plus ardents apôtres de la colonisation en arrivaient à ne plus pouvoir la concevoir sans un solide appui soit de l'industrie du bois de pulpe, soit de l'industrie minière.

Ibid.: 129

Les résultats de cette politique ne se font pas attendre. On le vérifie déjà en 1937, deux ans et demi à peine après l'arrivée des premiers colons :

En Abitibi, dans le champs de la colonisation, c'est la marche un peu lente mais constante et sûre; dans le domaine minier, c'est la course enfiévrée.

Benoit 1938: 28

La marche « un peu lente » de la colonisation est confirmée par le nombre élevé des abandons constatés pour cette période (25 à 30%). Ce mouvement s'accroît à la mesure de la relance économique. La deuxième guerre, ainsi que la prospérité des années d'après guerre, concrétisent cette propension.

Les plans de consolidation du Ministère de la Colonisation s'efforcent de contrer, dans une certaine mesure, la tendance au désistement. Le processus est toutefois définitivement enclenché. Dès 1936, on observe un mouvement de reflux vers le lieu d'origine et vers les villes minières de la région, prospères à cette époque (Beaudry-Gourd 1975: 29; Blanchard 1949: 42). L'activité fébrile, issue de la guerre, met définitivement à l'avant-plan le reflux des colons.

À partir de 1936, l'oppression de la crise allait s'atténuant, diminuant le nombre de chômeurs, revigorant l'agriculture. Dès lors, le nombre des aspirants-colons tendait à fléchir. L'entrée du Canada dans le conflit mondial en 1939, qui provoque la création de puissantes usines de guerre, a été très défavorable à l'aménagement du nouveau territoire, car on pourchasse les ruraux pour les embaucher.

Blanchard 1949: 79

L'après-guerre se manifeste aussi sous un jour favorable :

Depuis 1945, la conjoncture économique est favorable : l'industrie cherche partout des ouvriers, l'agriculture se plaint du déficit de main-d'œuvre, on manque aussi d'excédent à expédier à l'extérieur; la colonisation se restreint toujours au cours des périodes de prospérité.

Ibid.: 80

L'industrie minière de l'Abitibi-Témiscamingue bénéficie du retour généralisé à la prospérité. Cependant, l'appel des industries de guerre dans les vieilles régions du Québec attire une partie considérable des travailleurs abitibiens, notamment ceux récemment établis (*ibid.*, 1949: 80). Il s'en suit une pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs entreprises du Nord-Ouest québécois. Il manquerait 2 000 hommes dans les entreprises minières de la région entre 1945 et 46. La Noranda en réclamerait 600, pour elle seule (Beaudry-Gourd 1977: 67).

L'activité agricole dans les colonies nouvelles¹² est presque inexistante. La lenteur des progrès s'oppose à la diffusion d'information pertinente, à une époque où l'apologie de la colonisation est de rigueur. On n'a qu'à consulter les monographies des paroisses de colonisation, commandées et publiées par le Ministère, pour vérifier avec quelle discrétion on parle des réalisations agricoles, et ce 15 ou 20 ans après les premiers établissements¹³. Il faut attendre plusieurs années avant que des compilations, un tant soit peu complètes, soient entreprises. Elles sont consécutives à la prise de conscience de la « marginalité » de ces villages, largement mise à jour par les recherches effectuées dans le cadre de la loi sur l'Aménagement régional et le développement agricole (ARDA)¹⁴.

L'activité forestière, par nécessité, prend une place déterminante dans l'économie des paroisses de colonisation. Les débuts des colonies sont toujours caractérisés par une intense animation, basée sur le défrichement et la construction. La coupe du bois sur les lots, pour fins de colonisation, est rapidement remplacée par l'exploitation commerciale de ce bois.

Mais en 1938-39, c'était la forêt qui était la principale source de revenu. Tout en défrichant les colons ramassaient le bois qu'ils vendaient à des contracteurs. Plusieurs moulins à scie s'installèrent sur le bord de la rivière et opérèrent aussi dans la paroisse [Villebois].

Boucher 1977: 157-158

et

En 1943, la forêt prenait le dessus sur l'agriculture : les colons faisaient plus d'argent en coupant les arbres et en vendant le bois aux propriétaires de moulin à scie.

Ibid.: 163

Les colons délaissent dès la fin de la guerre les activités sur les lots au profit du travail à l'extérieur, dans les mines, chantiers ou scieries. Notons que cela n'inclut pas le contingent des démissionnaires qui quittent les

¹² Pour la suite les qualificatifs *nouvelles* ou *récentes* relatifs aux paroisses de colonisation fait référence aux villages ouverts pendant ou après la Grande Dépression.

¹³ Cf. entre autres, Ouellet (1949; 1958); aussi Province de Québec (1954 a et b).

¹⁴ Cf. entre autres, les travaux du Comité Permanent des Paroisses marginales fondé en 1970, et de la Conférence Régionale des mouvements populaires.

villages de colonisation pour s'en retourner chez eux ou pour gagner les centres miniers de la région.

L'agriculture et l'exploitation forestière ont longtemps été des occupations complémentaires. La coupe, réalisée généralement de novembre à mars, n'entraînait pas en conflit avec le travail de la terre. C'est cette efficace combinaison, qui a permis la naissance et l'existence de la plupart des paroisses de colonisation.

Le rôle de l'industrie du sciage nous est moins bien connu. Or, ce secteur industriel a, et a eu, une importance fondamentale. Un nombre substantiel de petits capitalistes locaux et régionaux y ont œuvré. Certains dirigent aujourd'hui des entreprises majeures, comme la scierie J.J. Cossette de Champneuf et J.H. Normick de La Sarre.

La multiplication des moulins à scie dans les colonies depuis l'origine, atteste de l'influence de ce secteur. Boucher recense, de mémoire, pas moins de 8 scieries (1977: 156-157) ayant opéré à un moment ou à un autre à Villebois. Le Ministère de la Colonisation donne pour 1950 des chiffres impressionnants à ce sujet : Villebois compte trois scieries en opération; les paroisses de Val Paradis, Varsan, Dubuisson en dénombrent respectivement 4, 5 et 3; on en trouve 7 dans Rochebeaucourt-Champneuf, deux dans Destor, « des » dans Berry et Ste-Gertrude, ainsi de suite (Province de Québec 1950: 26-72). Une petite industrie locale, financée pour la plupart par des capitaux canadiens-français, s'est développée dans ce secteur. Cette activité est importante non seulement pour l'emploi qu'elle génère directement, mais aussi indirectement pour le débouché qu'elle procure aux bois locaux.

Enfin, retenons comme dernier indice relatif au rôle de l'industrie forestière dans les zones de colonisation récente, le pullulement des chantiers coopératifs¹⁵ à partir de 1942. Ceux-ci s'organisent puis foisonnent durant les décennies 40 et 50. Ils s'étendent progressivement à l'ensemble du territoire abitibien, avant de régresser par la suite (cf. Dorion 1972; Fédération régionale des chantiers coopératifs 1973; Vincent 1953). Les colons de Mont-Brun, Cléricky, Manneville, Rochebeaucourt, Beaucanton, Rémigny et Guyenne, se dotent, dès 1946-48 de tels chantiers (Boileau, Dumont 1979: 166-167).

L'activité forestière, dans les nouvelles paroisses de colonisation, est la source principale de travail et de revenu. Certains colons bénéficient de

¹⁵ Un chantier coopératif est une association locale et coopérative de colons. Il a pour fonction d'exploiter et d'administrer, en commun, les bois de lots des coopérants et/ou une réserve forestière cantonale, concédée par les autorités gouvernementales. Les compagnies forestières font aussi appel aux chantiers coopératifs pour la réalisation de certaines opérations en forêt (coupe, construction et entretien des chemins).

plus de la proximité d'entreprises minières, auxquelles ils s'intègrent graduellement. Ces derniers délaissent rapidement la terre au profit des mines. La complémentarité, maintes fois observée entre l'agriculture et la forêt, stimule dans les colonies le développement d'un capitalisme local. Celui-ci s'appuie sur les richesses du milieu : matières premières en quantité, et force de travail abondante et bon marché.

Cette toile de fond est essentielle à la compréhension de la place réelle des colons des années 30, dans le développement du capitalisme régional. Elle est aussi préalable à l'analyse de la place occupée par ceux-ci dans les luttes du prolétariat abitibien. On comprendra que la colonisation, en plus de servir de soupape de sûreté aux difficultés économiques et sociales de la société bourgeoise du Sud, a facilité la réinsertion des travailleurs démobilisés suite à la crise. La force de travail fut d'abord intégrée progressivement dans l'industrie capitaliste régionale. Elle fut ensuite utilisée pour faire pression sur, puis finalement remplacer, une partie de la classe ouvrière engagée.

♦ Colonisation et conjoncture de lutte des classes en Abitibi et dans le nord du Témiscamingue

Le « crash de 29 » n'empêche pas le capitalisme régional de jouir, dès 1931-32, d'une situation relativement favorable. Cela est dû à la hausse des prix de l'or et à la reprise dans l'industrie forestière. La région compte, à cette époque, plusieurs gisements aurifères connus, dont la teneur en métal précieux n'en avait pas jusque-là justifié la mise en valeur. La forêt du Nord-Ouest, qui représente près de 20% du potentiel annuel de coupe québécois reconquiert graduellement une place sur l'échiquier économique. Les matières premières sont abondantes, les capitaux disponibles, seule la main-d'œuvre risque de manquer à l'appel. C'est par l'analyse des relations entre la colonisation agricole et ces deux activités économiques de base que l'on pourra mieux distinguer la fonction réelle du mouvement de retour à la terre des années 30.

Les rapports entre la colonisation et l'exploitation forestière sont de plusieurs ordres. L'ouverture des paroisses de colonisation signifie, dans une conjoncture généralement favorable, l'accessibilité à de nouvelles matières premières. On connaît la ressource, mais il n'y a pas de voie de pénétration, ni de main-d'œuvre disponible selon les besoins de ce type d'entreprise. Les plans de colonisation arrivent fort à propos pour combler cette double lacune. On crée, disséminées sur tout le territoire, de nombreuses colonies à la périphérie immédiate ou à l'intérieur même du domaine forestier. On y trace un réseau routier très élaboré. Tout cela se fait en prenant garde de ne pas « pénaliser » les compagnies forestières qui pourraient être pro-

propriétaires de lots convoités par le Ministère de la Colonisation. Des échanges de terrains pour le moins avantageux leurs sont proposés¹⁶.

Les aspirants-colons fournissent un apport substantiel de main-d'œuvre pour les compagnies forestières et pour les propriétaires de moulins à scie. L'État, dans la conjoncture de crise, assure une partie importante de la reproduction de la force de travail, par l'entremise des diverses primes ou allocations gouvernementales. Sans cela, les entreprises forestières qui n'opèrent que quelques mois par année, n'auraient pu disposer, outre des voies de communication, de la main-d'œuvre nécessaire. De plus, les petits capitalistes locaux, les marchands de bois et les compagnies forestières régionales ont tout intérêt à disposer d'un maximum de main-d'œuvre, pour maintenir une pression sur les conditions de travail. Enfin, les entreprises forestières n'eurent pas à craindre de pénurie de main-d'œuvre, puisque la succession des plans, en plus d'assurer l'élargissement du territoire occupé¹⁷, garantit le maintien des cadres démographiques dans les paroisses de colonisation déjà existantes.

Les compagnies minières du Nord-Ouest sont de leur côté bien vite à la recherche de main-d'œuvre canadienne-française. Ils ont à faire face à l'expansion subite du secteur et à contrer le militantisme croissant de leurs ouvriers, principalement les étrangers. En effet, les organisations ouvrières durent affronter d'épuisantes luttes contre la Noranda avant de pouvoir s'implanter.

Toutes les organisations syndicales, peu importe leur degré de militantisme et leur idéologie, doivent pour s'implanter dans la région, mener d'épuisantes grèves contre la Noranda. Le syndicat local du *Mine Worker's Union of Canada* se désagrège à la suite d'une grève courte mais particulièrement sauvage en 1934. L'organisation régionale de l'*International Union of Mine, Mill and Smelter Workers* sort ébranlée d'une longue grève au cours de l'hiver 1946-47. Le puissant *United Steelworkers of America*, encore aujourd'hui présent dans la région, doit lui aussi mener une lutte en 1953-54 pour s'imposer.

Beaudry-Gourd 1977: 51

La compagnie Noranda représente le groupe minier le plus important de tout le Nord-Ouest de 1930 à 1950 (*ibid.*: 56). Elle est incontestablement le plus gros employeur minier de la région (*ibid.*: 69), aussi exerce-t-elle une influence prépondérante. Les résultats des affrontements entre la Noranda et ses employés se répercutent directement sur tout le processus de négociation dans les autres entreprises de la région. L'histoire des luttes pour la syndicalisation en Abitibi-Témiscamingue en témoigne vigoureusement (*ibid.*: 67ss). Tous les conflits qui s'y déroulent ont donc une importance significative (*ibid.*: 58).

¹⁶ Cf. *La Presse* du 18 sept. 1934, « Échange de lot de colonisation », p. 25, la Compagnie Brompton Pulp en échange des 3 000 lots qu'elle exploite depuis des années, reçoit un nombre plus grand de lots vierges et très accessibles... à cause des « ...dépenses faites par la compagnie ».

¹⁷ Du moins jusqu'en 1950-51 avec l'ouverture des dernières colonies abitibiennes.

On se rappelle en terminant les éléments principaux relatifs au rôle de la colonisation dans le développement minier : apport direct de main-d'œuvre, création de voies de communication et aussi composition d'un réseau de paroisses autour des centres miniers. On sait que nombre de colons-démisionnaires désertent les colonies au profit des villes minières. Ils constituent par là un « fond de travail » inépuisable, parce que constamment renouvelé du moins jusqu'au milieu des années 50. Concrètement, cet apport de main-d'œuvre s'est manifesté dans des circonstances précises. La grève dite des « Fros » en 1934, aboutit à l'expulsion des travailleurs migrants des puits de la Noranda et à leur remplacement par de la main-d'œuvre canadienne-française docile (*ibid.*: 76-77). En effet, lorsque la grève éclate, on compte à la Noranda « 698 travailleurs étrangers, 416 anglophones et 88 canadiens-français » (*ibid.*: 74, note 20). Un mois après la fin du conflit, il ne reste plus que 331 travailleurs étrangers contre 450 canadiens-français et 544 anglophones (*ibid.*: 76-77, note 24).

Les résultats de ce conflit sont : élimination du syndicat « rouge » — d'orientation communiste —, rejet de toutes les revendications des travailleurs, arrestation et expulsion de tous les chefs syndicaux et de plusieurs militants. De plus,

L'échec de la grève des « Fros » de juin 1934 et le démantèlement des mines *Worker's Mines* à Rouyn laissent les travailleurs miniers de l'Abitibi-Témiscamingue dans un état de grande faiblesse face aux compagnies minières pendant plusieurs années. La domination absolue qu'exerce la Noranda sur la zone de Rouyn empêche toute tentative sérieuse de syndicalisation dans ce secteur.

Beaudry-Gourd 1977: 77

La guerre entraîne de son côté, la désertion de la région par un bon nombre d'ouvriers. Ils tirent parti de la conjoncture pour retourner dans les régions industrielles du sud. Les colons, dont le transport et le gîte à proximité des mines sont assurés par les bons offices du Ministère de la Colonisation, sont alors sollicités de toutes parts pour joindre les rangs du salariat régional.

On assiste avec la crise économique à l'entrée massive des Canadiens-français dans les mines. Ils arrivent du vieux Témiscamingue ou, désertent tôt les nouvelles paroisses de colonisation créées par les plans Gordon et Vautrin. Ils remplacent les centaines de travailleurs étrangers expulsés du district de Rouyn à la suite de la grève de l'été 1934 à la mine Noranda. Beaucoup d'ouvriers, des anglophones surtout, quittent les mines de la région vers 1940 pour les usines de guerre. Une seconde vague de Canadiens-français vient combler ces départs.

Ibid.: 67

La colonisation agricole a donc favorisé l'atténuation des contradictions économiques et sociales de la société capitaliste. Plus encore, elle a facilité l'extension du capitalisme régional. La main-d'œuvre fut constituée à partir de l'immigration planifiée, sinon forcée, d'une partie des éléments les plus

pauvres de la petite paysannerie traditionnelle, et aussi, d'éléments rejetés de la production capitaliste, souvent eux-mêmes récemment arrachés à la terre. Ces travailleurs, sans véritable tradition urbaine et sans expérience de lutte, représentent, dans les paramètres du développement du capitalisme régional abitibien, la main-d'œuvre non qualifiée disponible et docile que l'on cherchait. Les conditions réelles des « progrès » agricoles ont concrétisé l'incorporation des travailleurs au salariat, selon les aléas économiques et politiques des conjonctures régionale, nationale et même internationale.

▣ Conclusion

La création des voies de communication en Abitibi rend accessible un immense territoire, bien connu pour ses richesses forestières, et sur lequel on fonde énormément d'espoir quant aux possibilités minières. La croissance de la demande de bois d'œuvre et de papier sur les marchés nationaux et internationaux justifie, au début du siècle, le soutien des compagnies forestières au projet de construction du chemin de fer. La mise en valeur du Nord-Est ontarien minier et les découvertes réelles ou appréhendées dans le Nord-Ouest québécois actualisent, pour le grand capital, l'importance de disposer rapidement d'un réseau de transport propre à assurer l'accessibilité aux richesses éventuellement disponibles.

Dans les années 30, l'agitation sociale combinée à la relance de l'industrie forestière et à la hausse du prix des métaux précieux poussent les autorités concernées à réaliser de vastes plans de colonisation. La petite bourgeoisie canadienne-française et les élites traditionnelles, ayant décelé dans la crise l'échec du capitalisme « sauvage », discernent dans les projets gouvernementaux une confirmation et surtout une réactualisation de leur propre projet politique conservateur. Les colons sont pour la plupart des ouvriers dont la force de travail n'a plus de valeur d'usage immédiate sur le marché capitaliste du travail. La colonisation offre une possibilité de « s'en sortir », en substituant une nouvelle valeur d'usage à l'ancienne maintenant déchuée. Cette substitution confirme pourtant une diminution de l'ancienne valeur d'échange. On maintient au minimum les frais de reproduction de la force de travail, en les diminuant d'autant qu'on concède aux colons un lot et diverses allocations. Chômeurs urbains miséreux ou ruraux nécessiteux, les colons ont tôt fait d'intégrer partiellement l'industrie régionale naissante. Celle-ci bénéficie en plus d'une conjoncture favorable à l'exploitation des ressources, d'une main-d'œuvre nombreuse, flexible et bon marché. L'offre surabondante de travail maintenue dans la région durant toute la période de dépression et même après, garantit à l'entreprise capitaliste régionale un ensemble de conditions favorables à l'exploitation des ressources et de la force de travail.

De nos jours, les paroisses de colonisation récente survivent difficilement. L'agriculture, quoique vivotante dans certains cas, est en régression constante

(Conseil économique régional 1970). Mais, plus encore, la concentration du capital dans l'industrie du sciage, déterminée par les nécessités de la mécanisation et l'allongement des périodes de coupe, a contribué au dépérissement économique de nombre de ces paroisses. En effet, les multiples petites scieries — présentes souvent à plusieurs dans une même localité — ont été graduellement agglomérées dans des entreprises zonales importantes. Ce sont les centres urbains (Amos et La Sarre entre autres) qui ont le plus bénéficié de ce processus. Les villages de colonisation situés à proximité des cités minières sont soit quasi-désertiques, ou constitués en banlieue dortoir.

La colonisation agricole fut un échec pour la plupart des colons. Elle fut par contre un succès pour nombre de petits propriétaires locaux qui sont aujourd'hui fièrement à la tête de leur P.M.E. Elle fut aussi indiscutablement un succès pour le grand capital minier, qui tout en pillant les richesses abitibiennes, accumula suffisamment pour devenir une puissante multinationale ayant d'importants intérêts partout dans le monde, comme par exemple dans les mines de cuivre du Chili...

BIBLIOGRAPHIE

BARRETTE R.

1975 « Le plan Vautrin et l'Abitibi-Témiscamingue, 1934-1936 », *Cahiers du Département d'Histoire et de Géographie*, 2: 92-155.

BEAUDRY-GOURD B.

1975 « La colonisation et le peuplement du Témiscamingue et de l'Abitibi, 1889-1950, aperçu historique », *Cahiers du Département d'Histoire et de Géographie*, 2: 1-51.

1977 « Les travailleurs miniers et l'implantation du syndicalisme dans les mines de l'Abitibi-Témiscamingue (1925-1950) », *Cahiers du Département d'Histoire et de Géographie*, 4: 45-111.

BENOIT E.

1938 *L'Abitibi pays de l'or*. Montréal: Éd. du Zodiaque.

BIAYS P.

1964 *Les marges de l'oékoumène dans l'est du Canada*. Québec: Presses de l'Université Laval.

BLANCHARD R.

1949 *Études canadiennes T. IV, L'Abitibi-Témiscamingue*. Grenoble.

1964 *Le Canada-Français*. Montréal: Fides.

BOILEAU G. et M. Dumont

1979 *L'Abitibi-Témiscamingue*. Québec: Éditeur officiel du Québec.

- BOUCHER I.
1977 « Histoire d'une pionnière de Villebois », *Cahiers du Département d'Histoire et de Géographie*, 4: 143-173.
- BOURQUE G. et A. Légaré
1979 *Le Québec, la question nationale*. Paris: Maspéro.
- BROADFOOT B.
1978 *La Grande Dépression*. Montréal: Québec-Amérique.
- BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ABITIBIENNE
s.d. *La Sarre*, vol. 1, no 1.
- CHATILLON C.
1976 *L'Histoire de l'agriculture au Québec*. Montréal: Éditions L'Étincelle.
- CONSEIL ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS
1970 *Inventaire de la population, des occupations et des services des zones marginales du Nord-Ouest québécois*. Enquête effectuée sous la supervision du Comité des Zones marginales du Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois, Rouyn.
- COUTURE G.
1979 *L'écologie d'une invasion*. Bureau de recherche de l'Alliance Laurentienne des Métis et Indiens Sans-Statut du Québec Inc., inédit, photocopié.
- CSN-CEQ
1979 *Histoire du mouvement ouvrier au Québec 1828-1976*. Coédition CSN-CEQ.
- DORION J.C.
1972 *L'influence régionale des chantiers coopératifs dans le Nord-Ouest Québécois*. Ottawa, thèse de maîtrise, Université d'Ottawa.
- FÉDÉRATION RÉGIONALE DES CHANTIERS COOPÉRATIFS DE L'OUEST QUÉBÉCOIS
1973 *30e anniversaire, chantiers coopératifs-cahiers sommaires*. La Sarre: Imprimerie Abitibi.
- FOURNIER M.
1979 *Communisme et anticomunisme au Québec 1920-1950*. Montréal: Albert St-Martin.
- GLENDAY D.
1979 « Thirty years of Labour relations in the mining industries in Rouyn Noranda, Québec, 1934-1964 », *Cahiers du Département d'Histoire et de Géographie*, 5: 77-120.
- JEAN L.
1948 *Regards sur Macamic*, s.l., s.e.
- JODOIN R.
1973 *En-d'ssour*. Montréal: Éd. Québécoise.
- LAFLEUR N.
1976 *La vie quotidienne des premiers colons en Abitibi-Témiscamingue*. Montréal: Léméac.

LARIVIÈRE G.

- 1977 *Crise économique et contrôle social : le cas de Montréal (1929-1937)*. Montréal: Albert St-Martin.

MINVILLE E.

- 1943 *L'Agriculture, Études sur notre milieu*. Montréal: Fides.

MORISSONNEAU C.

- 1978a *La terre promise, le mythe du Nord Québécois*. Montréal: Hurtubise H.M.H.
1978b « La colonisation équivoque », *Recherches sociographiques*, XIX, 1: 33-54.

NOISEUX D.C.

- s.d. *Dix années de colonisation à Ste-Anne de Roquemaure*. Québec: Ministère de la colonisation.

QUELLET G.

- 1947 *Aux marches du royaume de Matagami* (Rochebeaucourt). Québec: Ministère de la colonisation.
1958 *Ste-Monique de Rollet ou la rivière Solitaire*. Québec: s.e.

PAQUIN N.

- 1979 *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*. Rouyn: Édition du Collège du Nord-Ouest.

PERREAULT J.E.

- 1934 « The Quebec mining industries during the economic crisis », *Canadian Mining Journal*, 55, February: 61-62.

PROGRAMME SOUVENIR

- 1938 *25e anniversaire de l'Abitibi, fête à Amos, 1913-1938*. Amos: s.e.

PROVINCE DE QUÉBEC

- 1930 *L'Abitibi, ce qu'on y trouve et ce qu'on y produit*. Québec: Département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.
1950 *Un royaume nous attend; l'Abitibi*. Québec: Ministère de la Colonisation.
1954a *Cléricky*. Québec: Ministère de la Colonisation.
1954b *St-François d'Assise de Champneuf*. Québec: Ministère de la Colonisation.

SÉGUIN N.

- 1977 *La conquête du sol au 19e siècle*. Montréal: Boréal Express.
1980 « L'histoire de l'agriculture et de la colonisation au Québec depuis 1850 »: 9-37, in N. Séguin (éd.), *Agriculture et colonisation*, Montréal: Boréal Express.

TRUELLE P.

- 1937 *L'Abitibi, d'autrefois, d'hier et d'aujourd'hui*. Amos: Chez l'Auteur.

VERDON M.

- 1973 *Anthropologie de la colonisation au Québec*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

VINCENT R.

- 1953 *Les travailleurs en forêt et la Canadian International Paper Co*. Montréal, thèse de maîtrise, Université de Montréal.